



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S
E-mail: in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

1ère Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 71 du 10 avril 2018

Le monde s'effondre sous les pieds de Mahamadou Issoufou et ses lieutenants



Mettre Issoufou Mahamadou en cohabitation !

Déclaration du bureau de la coordination départemental du 2^e arrondissement du MPR-JAMHURIYA

Hamidou Garba chassé du parti

Dans une déclaration rendue publique ce dimanche 8 avril 2018, la coordination départementale du 2^e arrondissement a retiré sa confiance au sieur Hamidou Garba et le remplace automatiquement par Mahamadou Issa...



Code électoral

Une épine dans le pied du Pnds Tarayya ?

Gouvernance Guri : l'école tombe...

Amères vérités

En principe, si le président de la CENI contestée, aussi bien dans sa forme, dans sa composition que dans son fondement qui est le code électoral, s'arc-boute à son poste, c'est qu'il a un agenda qui n'a rien à voir avec la démocratie et l'intérêt général.

Le régime de Mahamadou Issoufou est sans âme, sans capacité véritable d'anticipation et porteur de germes dangereux pour la démocratie et l'État de droit. Autant dire le Niger est désormais sur une pente raide, dans une descente aux enfers que Mahamadou Issoufou est visiblement décidé à faire, advenue que pourra. Cette menace grave sur le Niger et sa stabilité, le parti Kishin Kassa, qui veut dire littéralement « être jaloux de son pays », l'a clairement perçue et a fait connaître sa position. De façon ferme et résolue, le parti d'Ibrahim Yacoubou a dit qu'il ne saurait accepter ce code électoral taillé sur mesure et une Ceni tout en rose, n'en déplaise à maître Issaka Souna qui doit savoir que ses années d'absence du territoire national n'ont point suffi à altérer les mémoires. Kishin Kassa a relevé que « de toute évidence, les modifications introduites dans le code électoral ne visent à renforcer, ni la confiance des acteurs, ni la fiabilité et la sincérité du processus, encore moins l'équité, la transparence et l'honnêteté des scrutins à venir ». C'est une CENI, dit-il, dont « l'orientation, la composition et la prééminence des représentants de l'administration constituent des hypothèques à la sincérité et à l'équité du processus électoral dans notre pays ». Ibrahim Yacoubou et ses camarades du parti ne se sont pas contentés d'affirmer, ils ont argumenté. Ainsi, le parti estime, d'une part, « qu'au regard de l'histoire électorale de notre pays, la représentation par groupe n'a absolument aucune pertinence, les partis censés représenter les blocs opposition/Majorité ne représenteront qu'eux-mêmes et leurs seuls intérêts » ; d'autre part, « en vertu de l'obligation de réserve et du fait qu'ils ne sont pas des acteurs politiques, les représentants de l'administration ne peuvent avoir le droit de vote ». Mieux, Kishin Kassa a fait une révélation importante : « il ressort, souligne-t-il, que les modalités de recrutement des membres de la DIFEB [ndlr : Direction de l'informatique et du fichier électoral biométrique] ont été influencées par des considérations partisans ». Et lorsqu'on sait que ça vient de l'intérieur de la famille, l'on a beau vouloir contourner la réalité ou la maquiller, l'on est obligé de s'incliner devant la cruauté de cette belle accusation. Bref, le parti d'Ibrahim Yacoubou a dit à qui veut l'entendre que « le nouveau code électoral n'est pas de nature à garantir des élections EQUITABLES, LIBRES et TRANSPARENTES ». Telles sont les amères vérités que Kishin Kassa, le parti d'Ibrahim Yacoubou, a craché à la face de Mohamed Bazoum et consorts.

À la suite de Kishin Kassa, le PJD Hakika a déclaré également, par voie de presse, son rejet du code électoral et de la CENI actuelle. Mamane Hamissou, qui ne tremble pas pour dire ce qu'il pense, a déjà dit à la mission de l'OIF que « le nouveau code électoral n'a aucun caractère consensuel, et la Ceni est l'émanation d'un parti et qu'il ne peut en aucun cas l'accepter dans sa composition actuelle parce qu'elle ne garantit pas des élections justes, libres, crédibles et transparentes. Quoi qu'on dise, le parti d'Ibrahim Yacoubou et celui de Mamane Hamissou ont un mérite, un grand mérite. C'est celui d'avoir dit haut et fort son opposition catégorique et justifiée au code électoral et à la Ceni, dans sa nouvelle formule. Ils ont le mérite d'avoir élevé la voix et de clamer leur souveraineté en tant que partis politiques créés, non pas pour être des suppôts du PndsTareyya, mais avec l'ambition de conquérir et de gérer le pouvoir d'Etat. Tant pis si Mahamadou Issoufou n'est pas content. Kishin Kassa n'a pas été créé pour « regarder passer les voitures » comme ses militants l'on si bien expliqué.

Ces deux partis ont du mérite, c'est certain. Ils ont même beaucoup de mérites, loin, devant des partis moribonds comme le Mnsd Nassara, dont le président a poussé le zèle de faire plaisir au PndsTareyya et à Mahamadou Issoufou au point d'envoyer à la CENI un militant qui pourrait bien faire le jeu du parti de Bazoum puisque lié à la famille d'El Back Adam. N'est-ce pas le summum de la compromission et de la subordination ?

N'es-ce pas méritoire que Kishin Kassa et PJD Hakika aient élevé la voix pour dénoncer le monstre électoral en gestation lorsqu'on sait qu'un parti comme la CDS Rahama d'Abdou Labo observe une posture lamentable de carpe ? Dire que ce bonhomme s'est battu, becs et ongles, pour arracher le parti à Mahamane Ousmane !

En principe, si le président de la CENI contestée, aussi bien dans sa forme, dans sa composition que dans son fondement qui est le code électoral, est conséquent d'avec lui-même, jaloux de sa notoriété comme ça se raconte et uniquement guidé par le souci d'apporter sa pierre au renforcement de la démocratie dans son pays, il doit dès à présent comprendre que sa mission est impossible et rendre le tablier. S'il persiste à conduire cette mission, malgré le rejet d'acteurs politiques de plus en plus nombreux, c'est qu'il a un agenda qui n'a rien à voir avec la démocratie et l'intérêt général. Dans ce cas-là, l'on n'a pas besoin d'être un devin pour savoir à l'avance qu'il sera pire que Boubé Ibrahim et maître Kadri Oumarou Sanda.

Si, malgré le contexte politique pourri et les convictions désormais acquises à l'extérieur, que le pouvoir de Niamey se durcit de plus en plus et que la démocratie est confisquée, les libertés publiques mises entre parenthèses et que les élections qu'il prétend vouloir libres, transparentes et crédibles ne peuvent l'être avec le code électoral actuel, maître Souna s'arc-boute à la présidence de la CENI, c'est qu'il a incontestablement des raisons qu'on ne saurait connaître.

Actuellement, le régime semi-présidentiel pour lequel les Nigériens ont opté n'a plus cours. La démocratie est corrompue et dévoyée. Quant à la justice, elle n'existe que de nom, car mise sous coupe réglée au service du pouvoir en place. Mahamadou Issoufou incarne donc un régime bâtard qui va rapidement, au regard du temps qui joue contre lui, se radicaliser davantage pour devenir un monstre politique. Or, un monstre politique a besoin, pour s'affirmer et se donner des chances de survie, de se nourrir d'abord de ses géniteurs, puis de tous ceux qui, de l'intérieur du système, peuvent constituer des dangers potentiels.

Un fait est à relever : dans ce processus plein de périls dans lequel Mahamadou Issoufou engage le peuple nigérien, meurtri et fatigué, c'est-à-dire sûr par une lutte implacable contre plus fort que lui, il ne compte pas sur un soutien populaire d'une majorité de Nigériens. Il connaît parfaitement l'opposition, voire la désaffection totale de la plupart de ses concitoyens vis-à-vis de son pouvoir. Il ne compte que sur la force publique, c'est-à-dire sur la Police, la Garde nationale, la Gendarmerie et au besoin la justice.

Seulement, la force publique n'appartient à personne, en particulier et le Niger est ce qu'il est : un pays dont le peuple peut être impuissant pour changer les choses selon ses aspirations et sa volonté, mais il reste un pays de foi, où les hommes et les femmes ne s'arrêtent jamais de prier, conscients que tout homme n'est qu'une « misérable petite moisissure de la terre ».

BONKANO

Le monde s'effondre sous les pieds de Mahamadou Issoufou et ses lieutenants

Mahamadou Issoufou et les siens ne comprennent plus rien à ce qui leur arrive ou plutôt à ce qui leur tombe sur la tête. À l'intérieur, pour mettre un terme à la grogne populaire contre la loi des finances 2018 et éviter d'étaler à la face du monde la preuve qu'ils ne sont là que grâce à un hold-up électoral, ils ont dû faire arrêter les leaders de la société civile et interdire les nouvelles manifestations citoyennes.

phonie, les organisations corporatistes des médias et de la démocratie, etc., n'ont plus aucune influence sur eux. Comme tous ceux qui se rendent compte qu'ils ont commis trop de crimes pour reculer, leurs cœurs se sont davantage durcis et ne sont plus accessibles à la raison. Le pire est donc à venir.

Le pire est à venir puisqu'à l'extérieur, l'étau se resserre davantage sur eux. Les actes qu'ils ont posés, dans des transactions

ment lié à de très proches collaborateurs de Mahamadou Issoufou avec qui ils ont mis le grappin sur des permis miniers au Niger. Il est aujourd'hui inculpé de « corruption d'agent public étranger », « corruption privée » et « abus de confiance » dans l'affaire du rachat désastreux de la compagnie minière canadienne Uramin, en 2007. C'est un coup dur pour Mahamadou Issoufou et les siens qui perdent ainsi un ami,

mieux en profiter, on lui a refilé une femme nigérienne ; que le gouvernement nigérien, malgré les risques de voir ses tortionnaires le passer aux armes, a décidé de le livrer dans une Libye sans État véritable, il y a Mahamadou Issoufou et les siens ne peuvent avoir que des craintes.

Conclusion : il n'y a aucune bonne perspective pour Mahamadou Issoufou et les siens. L'inculpation de Sébastien



Ils n'ont pas fini de subir les critiques acerbes et de plus en plus nombreuses de la communauté internationale qui découvre, enfin, le visage hideux de la gouvernance "issoufienne", lorsque l'affaire Baba Alpha leur tombe à nouveau sur la tête, tel un coup de tonnerre. Désormais discrédités au plan international, en matière de démocratie et d'État de droit, Mahamadou Issoufou et les siens se sentent si condamnés à boire le calice jusqu'à la lie au point qu'ils ne font plus attention à aucun détail. Plus rien ne les préoccupe. Les déclarations des organisations de défense de droits de l'homme telle Amnesty Internationale, les chambres internationales à l'image de l'Union interparlementaire de la Franco-

internationales douteuses, essentiellement pour se faire de l'argent, sont en train de les rattraper.

Les pièges de l'uraniumgate, de l'extradition de Saadi Kadhafi ainsi que des liaisons dangereuses, notamment dans les mines, sont en train de se refermer sur eux.

1. Sébastien de Montessus, l'homme en présence de qui l'ancien directeur général des impôts, Hama Hamadou, a été convoqué dans le bureau d'Alkach Alhada (scandale de l'uraniumgate), se trouve actuellement dans de beaux draps. Ancien directeur des mines d'Areva à l'époque de l'uraniumgate, ami et partenaire en affaires du régime, Sébastien de Montessus est notam-

un partenaire en affaires et un soutien intéressé dans les réseaux politico-financiers en France.

2. La semaine dernière, à peine ont-ils expulsé le journaliste Baba Alpha du territoire nigérien que Saadi Kadhafi, un des fils du défunt colonel libyen, réfugié au Niger en 2011, a dit son intention de poursuivre des autorités nigériennes pour leur complicité dans ce qu'il a subi. Et c'est sans gants que son avocate a rapporté à RFI que c'est Mohamed Bazoum qui aurait récupéré l'argent perçu pour son extradition auprès du gouvernement libyen, dirigé à l'époque par Ali Zeidan. Lorsqu'on sait que Saadi Kadhafi est entré au Niger avec une fortune immense ; que, probablement pour

de Montessus, bien que dans une affaire différente de l'uraniumgate de Hassoumi Massoudou, est une source d'inquiétude pour le pouvoir de Niamey. N'étant pas étranger à l'uraniumgate, Sébastien de Montessus peut révéler bien de choses dont on ne voudrait pas entendre parler à Niamey. Toutes ces affaires combinées empêcheraient de dormir au sommet de l'État. Les parades présidentielles de ces derniers jours, les inaugurations par-ci, par-là, y compris de routes déjà dégradées en certains endroits comme celle de Balleyara-Loga, ne peuvent suffire à maquiller la réalité. Une réalité douloureuse qui ira crescendo, à la hauteur de tout le mal fait au Niger et à son peuple.

A.Doudou

Gouvernance Guri : l'école tombe...

On se souvient que le PNDS, pendant les premières années de sa création, se vantait d'incarner l'intelligentsia et surtout de trouver son ancrage dans le milieu scolaire qui nourrirait ses bases et animerait ses instances dirigeantes. Il fut ainsi un temps où le PNDS se réclamait d'être un parti des enseignants et s'en vantait avec fierté. Il courtisait alors les syndicats enseignants, poussait ses pions à prendre leur direction, prétextant des choix doctrinaires, il prétendait être si proche du peuple et du prolétariat dont il serait issu car tous ses leaders viennent de la populace. Mais depuis, beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts. Et le PNDS, parti socialiste disait-on, s'est profondément métamorphosé. Il n'est plus définissable idéologiquement. Les relents bourgeois de ses dirigeants, avaient fini par produire sous les tropiques, un socialisme bourgeois qui se sert du pouvoir d'État, par la prédation, comme un moyen d'enrichissement à la vitesse de l'éclair. Lorsqu'en France un socialiste, s'en voudrait d'aligner des appartements luxueux, les nôtres s'en vantent dans une ostentation et un exhibitionnisme qui frisent l'insolence.

Personne ne pouvait donc a priori croire qu'avec le PNDS au pouvoir, l'école allait connaître la pire des déchéances, le coup fatal qui allait assommer à une école déjà mal en point. En vérité, il ne connaît pas l'école, à fortiori ses problèmes pour savoir faire le diagnostic le plus pertinent possible afin de poser la remédiation qui s'impose. Les hommes et les femmes qui formaient ce pôle politique, disaient avoir conscience de ce que l'école aura joué dans leur ascension, dans la promotion d'enfants qui viennent, pour la plupart, des rangs des humbles d'une société pourtant hiérarchisée sur des critères sociologiques fondés sur l'ascendance. Qui pouvait alors croire que ceux qui devaient être les plus reconnaissants vis-à-vis de l'école, puissent devenir les plus ingrats, pire, ses fossoyeurs impitoyables qui, depuis cinq ans, ne font que creuser la tombe d'un système que la démocratie a précipité dans le gouffre. L'école, celle-là qui a toujours marché et a permis d'assoier l'égalité dans la société – l'école publique – et qui est celle des pauvres, est aujourd'hui dans un pitoyable état, abandonnée par un État harcelé par ses multiples défis, et désormais peu crédible aux yeux des populations qui n'y envoient leurs enfants que parce qu'ils n'ont pas le moyen du privé. Il suffit de voir com-

ment l'école privée a connu un développement vertigineux, poussant souvent même ceux qui n'ont pas les moyens à s'y hasarder et souvent, pour une formation dont la qualité ne rassure pourtant pas toujours. Personne, si ce ne sont leurs amis politiques, n'a fait autant souffrir l'enseignant que le camarade socialiste. Et les enseignants s'en souviendront pour longtemps. Alors que le président dans l'interview qu'il accordait à un journaliste des médias publics, rappelait non sans fierté le nombre respectable d'emplois que son régime aura offert, les Nigériens savaient aussi, qu'il en a chassé plusieurs autres – des milliers – qui travaillaient depuis de longues années dans le système après un test controversé sans compter, les jeunes recrutés, puis révoqués sous le fallacieux prétexte d'un mauvais concours que son gouvernement a organisé, et d'autres compressés des sociétés minières d'Areva, aujourd'hui Orano. Gazés, matraqués, les enseignants ont connu les pires traitements, quand ils ne sont pas simplement humiliés, traînés dans la boue ces derniers temps par un régime qui semble n'avoir aucun respect pour ces prolétaires dont le rôle si difficile, noble et important, n'a jamais été apprécié à sa juste valeur. Même avec la réalité du problème que l'on soulève, il y avait une autre façon de traiter ces hommes et ces femmes braves car, parmi eux, au moins, l'on peut être sûr qu'ils ne peuvent pas tous être mauvais et il y avait donc à préserver l'honneur de ces autres dignes qu'on ne doit pas sacrifier au nom d'éléments, produits de la démocratie, à qui il y a, il va sans dire, des choses à reprocher, des hommes et des femmes cyniquement mis au pilori. Les enseignants n'ont jamais vécu d'angoisse que sous ce régime qui s'y identifiait pourtant il y a quelques années avant de devenir ces bourgeois compradors qui ne peuvent plus se reconnaître à travers cette classe qu'ils considèrent avec dédain et mépris. Combien sont-ils en effet ces enseignants qui ont connu des nuits et des jours difficiles, passés si souvent entre larmes et regrets ? Comme ces infortunés que le régime a déguerpis, poussés au chômage et à l'errance, beaucoup de ces hommes et de ces femmes, vivent la désolation, se cherchant des chemins, perdus et désespérés.

Du primaire au supérieur, l'école va mal, comme frappée elle aussi d'une malédiction. Il n'y a plus dans le pays que l'impunité du clan et le mépris à l'endroit d'un peuple qui marchent.



L'Université est en crise depuis bientôt deux mois et par les extrémismes des uns et des autres, la situation ne fait que se dégrader chaque jour davantage au point d'entraîner dans l'instabilité le secondaire qui est aussi à l'arrêt depuis des jours. Quand les uns parlent d'autorité, pour ne pas dire d'autoritarisme, les autres ragailardis par leur bon droit, parlent de « la lutte continue ! ». Alors que le problème était entre le SNECS et les étudiants, c'est par un accord ridicule entre le gouvernement et le SNECS par lequel le ministre de l'enseignement supérieur se réjouissait d'un dénouement heureux de la crise, dénouement qui ne touchait pourtant pas au vrai problème qui se posait. En se contentant de cet artifice, le gouvernement n'aura pas fait preuve de responsabilité et l'interpellation du ministre de tutelle par la représentation nationale aura montré que la solution envisagée n'était pas la bonne. On aura alors compris que ceux qui prétendaient avoir des solutions aux problèmes nigériens n'ont fait que les aggraver, nous éloignant de solutions pérennes.

Jusqu'où irons-nous dans l'égalité ?

L'école nigérienne est vraiment malade et l'on ne voit aucune solution profiler à l'horizon car l'on refuse de faire le vrai débat. Depuis que l'USN et le politique sont rentrés dans le jeu dangereux du copinage et de la connivence, la première se faisant entretenir dans un confort aliénant et le second se faisant escroquer en jouant sur ses peurs, les relations sont marquées du sceau de l'inceste, jetant le discrédit sur tous. Peut-être s'en est-on rendu compte et l'on alors voulu profiter d'une mise en scène, pour régler des comptes et notamment à l'UENUM qu'on n'arrivait pas à dompter, qu'on n'arrivait pas à mettre sous ses bottes. Et l'on ne peut que regretter, une insouciance des parents qui regardent cette situation pourrir, observant une école qui s'enlise dans le chaos. Les

enfants des pauvres, qu'ils soient d'un niveau ou d'un autre, du primaire au supérieur, n'ont plus d'école sinon que celle-là qui forment des hommes qui n'apprennent plus, passant tout leur temps à lutter, à se battre dans la rue, sinon à rester à la maison à ne rien faire.

Mais peut-être, faut-il espérer voir les choses évoluer avec l'assemblée nationale qui offre ses bons offices à faciliter un rapprochement entre les différents protagonistes et rendre possible le dialogue entre des parties qui doivent chacune surmonter ses égos pour mettre, ainsi qu'on le dit, de l'eau dans leur vin corsé par une radicalité et un extrémisme ravageur. L'école doit être tenue à l'écart de nos combines et de nos chamailleries somme toute enfantines.

L'histoire peut tout tolérer mais pas à jouer avec l'école, donc avec la jeunesse et l'avenir de toute une nation. Plus que jamais, les états généraux de l'éducation s'imposent pour que par une concertation nationale, l'on puisse arriver à un consensus national autour des questions de l'enseignement au Niger. La situation gravissime de notre école qui ne semble pas déranger outre mesure les différents acteurs du système mérite pourtant aujourd'hui une trêve pour offrir aux enfants du pays une formation de qualité qui allie rigueur et compétence, probité et fierté nationale, toutes choses que nous avons perdues de nos jours.

C'est d'autant plus une urgence qu'après sept années de gestion chaotique, le socialisme a détruit toutes les valeurs qui fondaient notre identité. Le socialisme, chez nous a commis trop de crimes : les commerçants et le déguerpissement, les partis politiques et le concassage, les leaders politiques et les harcèlements et autres complots, l'économie et les scandales politico-financiers à grande échelle qui ont ébloué les ténors du régime, ... Mais, plus qu'un autre, ce sont l'école et l'enseignant qui se souviendront pendant longtemps de ses cynismes...

Pour l'école, les Nigériens doivent être debout...

A.I

Déclaration du bureau de la coordination départemental du 2^e arrondissement du MPR-JAMHURIYA

Hamidou Garba chassé du parti

Dans une déclaration rendue publique ce dimanche 8 avril 2018, la coordination départementale du 2^e arrondissement a retiré sa confiance au sieur Hamidou Garba et le remplace automatiquement par Mahamadou Issa.



M. Hamidou Garba

En ce jour dimanche 8 avril 2018 réuni en session extraordinaire à la demande des 2/3, le bureau rend la déclaration dont la teneur suit :

Pour rappel depuis le lendemain des élections législatives de 2016, la section de Niamey vit une situation de crise, mettant en rude épreuve l'unité et la cohésion au sein des différentes coordinations.

Malheureusement cette situation a commencé à semer le doute dans l'esprit de nos vaillants et fidèles militants, craillant du cou une rupture des confiances entre la base et le coordinateur Hamidou Garba et ses lieutenants qui s'obstinent à entretenir cette crise qui n'a que trop duré.

Sinon comment comprendre qu'au moment où tous les partis politiques s'attèlent à mettre en place des stratégies leur permettant de bien s'implanter dans la capitale, c'est en ce moment précis que le sieur Hamidou Garba et ses compagnons décident d'entreprendre des démarches vers un autre parti en l'insu des militants.

En dépit des appels venant de toute part, y compris des présidents des différentes sous sections ; il n'a que faire de la cohésion au niveau de la coordination.

Considérant la rupture de confiance entre la base et le prési-

dent de la coordination ; Considérant la rupture de confiance entre le président du parti et le président de la coordination ;

Considérant le refus catégorique du président de la coordination à obtempérer à l'appel des présidents des sous sections ; Considérant les projets d'embarquement des militants vers un lendemain sans avenir.

Nous membres du bureau de la coordination départementale du 2^e arrondissement de Niamey retirons notre confiance à Hamidou Garba, et lui demandons de ne plus agir au nom de ladite coordination.

Mettons en garde le sieur Hamidou Garba qu'à compter de cette date que tout acte qu'il aurait posé au nom de la coordination n'engage que sa propre personne.

Désignons Mahamadou Issa président de la sous section zone 4 pour assurer l'intérim jusqu'à la prochaine conférence départementale.

Conformément aux idéaux du parti nous demandons aux militants et militantes de cultiver entre eux des liens de fraternité entente, de solidarité ainsi que le respect mutuel à fin de mieux affronter les échéances électorales à venir.

Le bureau apporte tout son soutien au président du parti Albadé Abouba.

PELE-MELE

Code électoral

Une épine dans le pied du Pnds Tarayya ?

Cette affaire du code électoral devient de plus en plus préoccupante au sein du Pnds d'autant qu'elle peut conduire à l'implosion de la Mrn. Certains partis de la Mrn et ceux qui soutiennent le président Issoufou Mahamadou ont découvert le pot aux roses et disent ouvertement leur opposition à ce projet de «Tazartché» qui ne dit pas son nom à travers un code électoral taillé sur mesure et une Ceni. Le Pnds Tarayya doit désormais faire face à des alliés qui ne sont pas d'accord avec son code électoral. Aux partis Mpn Kiishin Kassa et Pjd Hakika, d'autres, en l'occurrence le Rsd Gaskia, le Rdp Jama'a, l'Andp Zaman Lahiya vont bientôt emboîter le pas pour en finir avec ce fameux code électoral.

Mettre Issoufou Mahamadou en cohabitation !

Selon un observateur de la vie politique nigérienne, il est urgent aujourd'hui que la classe politique dans son ensemble se retrouve pour adopter une nouvelle stratégie de lutte sans tarder afin de mettre le président Mahamadou Issoufou en cohabitation. C'est la seule et unique façon de ramener Issoufou et ses partisans à la raison. D'ailleurs, les partis Mnsd Nassara et Mpr Jamhuriya seraient en concertation depuis quelques semaines par rapport à cette crise politique qui, à cette allure, risque de secouer sérieusement le pays.

Affaire Saadi Kadhafi

Bazoum et les autres doivent être inquiets

Selon une source bien informée, nous apprenons aux dernières nouvelles que le fils de Kadhafi aurait envoyé des émissaires auprès des chefs d'Etat africains amis à son défunt père pour leur transmettre des dossiers compromettant certaines personnalités du pouvoir en place, à Niamey, et particulièrement Mohamed Bazoum. C'est en vue de les voir le soutenir dans le processus judiciaire engagé contre ces autorités.

Le présidium du Pnds Tarayya

Il s'est réuni le mercredi passé afin d'analyser la question du code électoral. Au cours de la réunion, il y a eu deux camps : un premier qui pense qu'il faut revenir sur le code ancien révisé par rapport aux questions de délais pour organiser des élections crédibles et un second qui estime qu'ils ont des instruments de fraude, tels que la Ceni et la direction de l'informatique et du fichier biométrique (DIFEB) et qu'ils ne sont pas prêts à perdre les élections pour se retrouver enfin de compte à la prison. Wait and see.

Par Arouna Yacouba

Affaire Sadi Kadhafi : des autorités nigériennes menacées de poursuite devant les tribunaux internationaux

La mise en liberté des « Kadhafistes » pourrait se transformer en « cauchemar d'enfer » pour certains responsables nigériens avec l'annonce ce mercredi 4 avril 2018 d'une plainte de Sadi Kadhafi contre ces derniers.

Le fils de l'ancien dirigeant libyen vient d'être innocenté par la justice libyenne dans l'affaire de meurtre qui l'a conduit en prison cinq années durant. Convaincu de sa relaxe totale, Sadi Kadhafi souhaite attaquer en justice des responsables libyens et nigériens soupçonnés d'être impliqués dans la torture qu'il a subie en prison ainsi que dans son « extradition » du Niger vers la Libye en 2014.

Interrogée par la correspondante de RFI, Houda Ibrahim, l'avocate de Sadi Me Mabrouka Jumaa Doua a déclaré que « son client allait saisir la justice internationale contre des responsables au Niger comme en Libye (...). Son extradition du Niger n'a respecté aucune législation locale ou internationale en la matière », a-t-elle indiqué avant de souligner dans le même ordre d'idée que Sadi avait un statut de réfugié politique mais enlevé et extradé en Libye où il a été torturé. « Aujourd'hui innocenté, il a le droit de saisir la justice pour réclamer une compensation pour ses cinq années de prison et pour le traitement qu'il a subi ».

Par ailleurs, l'avocate de Sadi Kadhafi a affirmé à la correspondante de RFI que « des responsables au Niger ont touché des dizaines de millions pour livrer le 3^{ème} fils de Kadhafi aux islamistes libyens ». Selon Me Mabrouka citée par la correspondante de RFI, « c'est le ministre nigérien des affaires étrangères de l'époque qui était chargé de toucher l'argent pour le compte du pouvoir au Niger ».

En août 2017, le fils de Kadhafi avait déjà accusé des autorités nigériennes d'avoir perçu une contrepartie financière suite à son extradition et annoncé via son conseil le dépôt d'une plainte au niveau du bureau du procureur général à Tripoli « pour séquestration, enlèvement et gaspillage de l'argent public » dans le processus de son transfèrement du Niger vers la Libye. Cette même avocate avait annoncé à cette époque qu'une somme d'environ 4 mil-

liards de dollar US aurait servi à financer des projets au Niger avec la complicité du gouvernement d'Ali Zeidan.

Une accusation grave très vite balayée d'un revers de la main par le gouvernement nigérien qui a nié tout « deal » avec les autorités libyennes dans le cadre d'une telle extradition. A l'appui du rejet de cette accusation, le gouvernement nigérien a dans un communiqué souligné que « Sadi Kadhafi a été remis aux autorités libyennes parce qu'il ne respectait pas les consignes de neutralité » qui s'imposaient à lui.

Il faut noter que le rebondissement de cette affaire qui remonte à 2014 intervient quelques jours seulement après l'ouverture d'une information judiciaire contre l'ancien chef d'Etat français, Nicolas Sarkozy, poursuivi dans l'affaire de présumé financement de sa campagne présidentielle de 2007. Mais surtout à un moment où les frères ennemis libyens semblent trouver un compromis autour de la personne de Saïf Al Islam Kadhafi pour présider aux destinées de la Libye, une initiative qui est en train de rencontrer les faveurs des grandes puissances.

C'est dire que le retour des enfants de Kadhafi aux affaires risquerait de se transformer en un véritable cauchemar pour toute autorité nigérienne qui verrait son nom cité dans un quelconque scandale en lien avec le présumé pillage des biens du peuple libyen. En tout cas ce ne sont pas des témoins qui vont en manquer parmi les officiels libyens.

Des proches de l'ancien guide libyen en exil, à l'image de Béchir Saleh, directeur de cabinet de Kadhafi et patron de l'un des fonds libyens, le Libyan African Portfolio (LAP) sont prêts à témoigner pour aider la justice internationale sollicitée à faire toute la lumière sur des nombreuses affaires et, particulièrement sur le dossier brûlant qui opposerait les autorités nigériennes aux « Kadhafistes » dont le retour au pouvoir est désormais une question de quelques mois.

Rappelons que Béchir Saleh fut détenteur d'un passeport diplomatique nigérien que lui avait délivré l'ancien ministre des affaires étrangères Bazoum Mohamed



Solveig Henry

pour « aider un grand ami du Niger », avait-on laissé comprendre en avril 2012.

Avec le présumé deal au sujet de transfèrement de Sadi Kadhafi et l'accusation d'évasion d'une importante somme d'argent libyen, rien n'exclut également le rebondissement de ladite affaire de délivrance de ce passeport diplomatique à Béchir Saleh dans les conditions non encore élucidées par la justice. Depuis l'annonce d'une plainte contre des autorités nigériennes, c'est la mort dans l'âme dans l'entourage du président du principal parti au pouvoir, Bazoum Mohamed, ancien ministre des affaires étrangères et actuel ministre chargé de la sécurité publique,

un des responsables nigériens qui a entouré de tous les soins le troisième fils de Kadhafi dès son arrivée au Niger en 2011, avant que les rapports ne se gâtent entre eux trois années plus tard.

En attendant que toute la lumière soit faite, la crédibilité extérieure du Niger prendra certainement un coup ainsi que l'honneur de ses plus hauts dirigeants considérés jusque-là comme des « gens propres ». C'est à se demander si cette méchante plainte de Sadi Kadhafi ne va pas désormais contraindre certains de ses dirigeants à ne plus se déplacer vers des pays comme les Etats-Unis d'Amérique ou même ceux de l'Europe. *Niger dépêches*

Niger : marche interdite de la société civile



Le cadre de concertation de la société civile n'a pas reçu l'autorisation de Moctar Mamoudou pour manifester dimanche comme elle l'avait prévue.

La haute autorité de la délégation spéciale de Niamey a évoqué des raisons de sécurité pour interdire la manifestation.

Les membres de la société civile avaient voulu organiser un meeting suivi d'une marche qui devrait s'achever devant le parlement.

La société civile nigérienne proteste depuis plusieurs mois contre la loi des finances 2018 jugée anti sociale.

BBC

Rachat d'Uramin: l'ex-directeur des mines d'Areva mis en examen pour « corruption »

Sébastien de Montessus a été mis en examen le 29 mars pour « corruption d'agent public étranger », « corruption privée » et « abus de confiance », des faits qu'il conteste.

L'ancien directeur des mines d'Areva a été mis en examen à Paris pour « corruption » dans l'enquête sur le rachat désastreux pour le spécialiste du nucléaire de la compagnie minière Uramin en 2007, a appris l'AFP samedi 7 avril de sources proches du dossier. Sébastien de Montessus a été mis en examen le 29 mars pour « corruption d'agent public étranger », « corruption privée » et « abus de confiance », des faits qu'il conteste.

Areva, devenu Orano, avait déboursé 1,8 milliard d'euros pour acquérir le canadien Uramin, mais l'exploitation des trois gisements de la société en Namibie, Afrique du Sud et Centrafrique s'était révélée beaucoup plus difficile que prévu. L'opération s'était transformée en gouffre financier et avait contraint Areva, fin 2011, à provisionner 1,5 milliard d'euros.

L'affaire est au cœur de deux informations judiciaires. Un volet comptable, dans lequel l'ex-patronne emblématique d'Areva, Anne Lauvergeon (2001-2011), a été mise en examen ainsi que deux ex-responsables, soupçonnés d'avoir présenté des comptes inexacts pour masquer l'effondrement de la valeur d'Uramin. L'autre enquête, dans laquelle « Atomic Anne » est témoin assistée, porte sur des soupçons d'escroquerie et de corruption lors de l'acquisition de la compagnie minière.

« Les juges s'interrogent notamment sur plusieurs opérations »

C'est dans ce volet que Sébastien de Montessus vient d'être mis en examen. « Les juges s'interrogent notamment sur plusieurs opérations cherchant à savoir si elles auraient pu dissimuler d'éventuels détournements de fonds », a indiqué une des sources proches du dossier. Notamment deux contrats dans lesquels Areva a déboursé au total près de 6,9 millions de dollars en 2009 et 2010 en faveur du groupe minier namibien United Africa Group (UAG).



Les magistrats s'interrogent également sur des versements mensuels de 10.000 dollars en 2008 et 2009 au ministre namibien du Commerce et de l'Industrie de l'époque, l'actuel président Hage Geingob.

Sébastien de Montessus est aussi suspecté d'avoir joué les intermédiaires dans la vente d'un luxueux yacht, le Cape Arrow, pour laquelle il aurait perçu un virement de 750.000 euros.

Dans ce volet, Olivier Fric, mari d'Anne Lauvergeon, est mis en examen pour délit d'initiés, soupçonné d'avoir spéculé sur le ti-

tre Uramin lors de son rachat en profitant d'informations privilégiées. Ses liens avec un financier belge Daniel Wouters sont également au cœur des investigations. Ce dernier, recruté en 2006 par Areva comme responsable du développement et des acquisitions de sa division mines, a joué un rôle clé dans le rachat d'Uramin. Placé en garde à vue cette semaine, il devrait être convoqué prochainement par les juges d'instruction financiers, selon une des sources.

(Avec AFP) [author] Par Challenges.fr [author]

Au Niger se croisent les intérêts européens et les violations des droits humains

Le Niger est devenu une plaque tournante des politiques européennes d'externalisation du contrôle des migrations. Des checkpoints coupent les principales routes, obligeant les exilé-e-s à prendre par le désert et à éviter les principaux points d'eau pour se rendre dans les pays riverains de la Méditerranée, empruntant des parcours plus coûteux et dangereux. Des exilé-e-s sont renvoyé-e-s des pays plus au nord, Libye et Algérie, les États européens font le tri au Niger. Les agences comme l'OFPRA choisissent quelques centaines de personnes considérées comme des réfugié-e-s, qui sont acheminées vers l'Europe, présentant le visage humanitaire

de l'opération. Les autres sont réacheminées vers leur pays d'origine par l'Organisation Internationale des Migrations, ou disparaissent dans la nature, restant bloquées au Niger ou reprenant leur route vers l'Afrique du Nord et parfois l'Europe.

Le Niger est un des pays les plus pauvres de la planète, qui a accepté de jouer ce rôle pour l'Union européenne ainsi que les contreparties financières.

C'est aussi un pays dans lequel est exploité de l'uranium qui nourrit notamment les centrales nucléaires françaises. Cette exploitation se fait dans des conditions désastreuses pour la santé des

populations, pour l'environnement, et pour les droits humains (voir [ici](#), [ici](#) et [là](#)). D'autres multinationales s'accaparent les quelques ressources du pays (voir [ici](#) l'exemple de Bolloré). L'état d'urgence proclamé face à l'instabilité qui règne dans l'ensemble du Sahel sert à réprimer les oppositions (voir [ici](#) et [là](#)).

Une nouvelle législation fiscale a été adoptée par le pays, qui favorise les multinationales et reporte la pression fiscale sur la population. Des manifestations de protestation ont été organisées. Les organisateurs ont été emprisonnés.

Source : <https://blogs.mediapart.fr>

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO
E-mail : in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition

Le Canard en furie
Tirage: 1000 Exemplaires sur
Les presses de la G.I.N

Assassinat du Général Baré : 19 ans d'impunité

Il y a 19 ans aujourd'hui, jour pour jour, que le président Ibrahim Baré Maïnassara a été froidement assassiné par sa propre garde de sécurité. C'était un vendredi 9 avril 1999 aux environs de 10h 30 sur le tarmac de l'aéroport de Niamey. L'enquête tarde à venir.

Des plaintes ont été déposées au niveau des tribunaux sous régionaux et internationaux sans aucun résultat. 19 ans d'impunité ! Aujourd'hui, beaucoup d'observateurs se demandent pourquoi le Rdp Jama'a n'exige pas des autorités actuelles l'ouverture d'une enquête indépendante internationale ?

